

GUERRE DE TCHÉTCHÉNIE : RESTAURATION DE L'ETAT RUSSE ET FORMALISATION DES AIRES D'INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES DANS LA RÉGION

Appelé " montagne des langues " par les anciens géographes arabes, qualifié de "musée ethnographique " par Léon Trotsky, le Caucase participe aujourd'hui, en compagnie des nouveaux Etats d'Asie centrale, de ces " Balkans eurasiens " - selon l'expression de Zbigniew Brzezinski - dont la superficie est définie comme le " cercle de Samarcande ". Cette aire labourée par l'histoire, imprégnée des héritages turcomans, persans, russes et chinois, recouvre le même espace que celui désigné dans la géopolitique classique de Mackinder comme la " masse continentale " que toute puissance prétendant exercer une hégémonie mondiale doit nécessairement maîtriser. La remise à jour de Mackinder par la pensée géopolitique bourgeoise traduit la centralité recouverte de la masse continentale eurasiatique sur les périphéries maritimes aux enjeux subordonnés. Les Balkans eurasiens, "cette zone des troubles endémiques ", sont ainsi voués à servir de grand échiquier des nouveaux affrontements impérialistes, aux filigranes de plus en plus apparents, pour le contrôle de cet axe de communication majeur - doublé d'enjeux pétroliers prometteurs - aujourd'hui émiétté sur des entités territoriales fragiles et donc propices à l'activation d'innombrables conflits nationaux et religieux, l'exploitation et l'écrasement alterné des multiples irrédentismes régionaux. La chaîne du Caucase est le point de contact de trois grands ensembles géopolitiques : le monde turc, russe et persan. Elle sépare la mer Caspienne - autrefois sous le contrôle exclusif russe, aujourd'hui partagée entre cinq Etats - et la mer Noire - dont le pourtour côtier russe (300 km) s'est réduit des deux tiers avec l'indépendance ukrainienne (perte de la presqu'île de Crimée et du port militaire de Sébastopol) et géorgienne (ports de Batoum et Soukhoumi, capitales des territoires autonomes d'Adjarie et d'Abkhazie). On prendra la mesure de la retraite russe si l'on considère que la guerre de Crimée, passionnément commentée au milieu du XIXème siècle par Marx, avait pour objectif Constantinople et la transformation de la mer Noire en lac russe, aux dépens de l'empire

ottoman, qui était alors l' " homme malade de l'Europe ".

MARGES D'ACTION SINGULIÈREMENT RÉTRÉCIES POUR L'EMPIRE RUSSE

Dans le contexte de repli géostratégique généralisé de la Russie depuis dix ans (le " rolling back " des stratèges américains) rendu nécessaire par l'éclatement de sa grave crise cyclique de l'accumulation de capital, le Caucase a représenté un double enjeu pour Moscou qu'ont décliné les deux guerres de Tchétchénie. L'indépendance de ce territoire officiellement membre de la fédération de Russie n'a jamais été reconnue, même si - conformément aux accords de paix de Khassaviourt en 1996 - des négociations sur son statut devaient avoir lieu pour 2001. Ce fut initialement une mise à l'épreuve grandeur nature des deux écoles géostratégiques qui ont traversé toute l'histoire de l'expansion russe : celle atlantiste - orientée vers l'Europe et l'Allemagne en particulier - et l'eurasienne. Dans les conditions actuelles, la latitude de manœuvre de la Russie à l'Ouest est désormais presque nulle. Outre l'importante crise de la valorisation, plusieurs facteurs géopolitiques (à leur tour largement déterminés par la dévalorisation générale du capital social russe) ont contribué à l'émergence d'une telle situation. La disparition du glaciaire finlandais, suite à l'adhésion d'Helsinki à l'Union européenne. Ce pays scandinave sort progressivement de son neutralisme absolu pour participer de plein titre au remodelage régional des équilibres géostratégiques. La création d'une aire nordique de libre échange comprenant les Etats baltes joue un rôle de premier ordre dans le repositionnement de la Finlande. La percée de l'OTAN qui dispose d'une frontière directe avec la Russie depuis l'engagement de la Pologne au sein de l'organisation militaire euro-américaine et qui a marqué un point essentiel en gagnant la guerre de Serbie, dernier allié russe ayant une ouverture directe sur la Méditerranée (du moins jusqu'à l'éventuelle déclaration officielle d'indépendance

du Monténégro). La création de l'Ukraine indépendante, pays très fragile mais réfractaire au tropisme russe et aux plaines agricoles - la Bucovine et la Ruthénie - de plus en plus orientées vers les marchés plus solvables d'Europe centrale. Avec l'émergence de l'Ukraine indépendante, la Russie ne dispose plus que de l'enclave de Kaliningrad pour servir d'éventuel "couloir de Dantzig ", agité en des temps meilleurs comme menace adressée aux dirigeants affolés des petits Etats baltes. Si la Russie garde de sérieux atouts en Ukraine en raison de ses liens traditionnels avec les régions industrielles et minières orientales du Donbass, son influence et son pouvoir d'attraction économique se décomposent progressivement à cause de la persistance de la crise de valorisation qui frappe les appareils industriels des deux pays. Or " aucune restauration impériale, qu'elle s'appuie sur la CEI ou sur un quelconque projet eurasién, n'est possible sans l'Ukraine. Un empire russe amputé de ce territoire serait plus asiatique qu'européen " (Brzezinski *Le grand échiquier* p. 151). Un conseiller d'Eltsine était encore plus explicite en 1996 : " l'Ukraine est un phénomène transitoire ". Alors que la perspective occidentale est momentanément fermée, demeure en revanche encore accessible à la Russie l'échiquier oriental. L'avenir, selon les thèses de l'école eurasiénne, est plus que jamais aux relations avec la Chine et l'Inde contre le monde turc. De plus, les tenants de cette lignée attirent l'attention sur les grands enjeux du développement de la Sibérie qui, abandonnée à elle-même, serait tentée de décrocher elle aussi de Moscou pour s'inscrire dans l'arrière-pensée économique chinois ou japonais.

LA TCHÉCHÉNIE : SEUL HORIZON ACTUEL DU POSSIBLE POUR LA RUSSIE

Les deux écoles classiques de la diplomatie grand-russe ont trouvé en terre tchéchène un important point de convergence visant à imposer un nouvel axe de gravité géostratégique à l'empire convalescent et, en même temps, un banc d'essai grandeur nature de l'efficacité de leurs thèses respectives. Marche d'empire perdue, le Caucase est surtout une des composantes essentielles de cet " étranger proche " dont l'administration russe a pour ambition stratégique de reprendre le contrôle par tous les moyens. La Communauté des Etats indépendants (CEI), fondée par la Fédération de

Russie lors de l'éclatement de l'URSS, étant le cadre informel de cette volonté de puissance retrouvée. Récupérer une certaine aptitude à l'action, ne fût-ce que militaire et diplomatique, voilà donc la première assise de la nouvelle guerre de Tchétchénie. D'où l'unanimité de l'appareil politique qui, contrairement à ce qui advint lors de la guerre de 1994-1996 où différents secteurs de l'appareil d'Etat se démarquèrent du gouvernement (cf. la position " pacifiste " assumée à l'époque par Alexandre Lebed), a globalement réussi à souder la société civile derrière lui. L'ami des animaux et apprenti égoutier, l'espion Vladimir Poutine, candidat-président de la Fédération de Russie élu avant les élections, a déclaré sans ambages en rendant visite aux soldats russes engagés qu'il était venu " là où se décide le sort de la Russie ". L'outil politique préalable à la mise en œuvre de cet ambitieux programme est la mobilisation nationaliste de masse de la population russe, s'habillant des défroques stalinienne, orthodoxe et panslaviste. Mais, par delà l'offensive militaire et idéologique actuelle, la capacité de garder durablement l'initiative dans les montagnes du Caucase dépendra, comme partout ailleurs, de la faculté de Moscou de réaliser les vastes objectifs que voici :

- Recentraliser le pouvoir politique et administratif (un signe allant dans ce sens a été le ralliement des gouverneurs des Etats-région, véritables tsars locaux, au parti et à la candidature de Poutine à la présidence de la Fédération). ;
- Restaurer le rouble dans toutes les fonctions de monnaie nationale réelle, rouble attaqué de toutes parts par la dollarisation des échanges, les monnaies locales et surtout par la généralisation du troc ;
- Reconstituer, après plus de dix ans de fragmentation, un marché intérieur unitaire, régi par les mêmes lois, soumis à une autorité fiscale centrale efficace ;
- Opérer la saignée nécessaire de l'appareil économique russe afin de reconstituer les conditions d'une valorisation générale suffisante ;
- Discipliner le travail sans pour autant arrêter la dévalorisation de la marchandise du même nom.

La guerre de Tchétchénie est donc à la fois une expression de la crise russe et un moyen privilégié de l'enrayer. Elle est rendue possible par la

résorption de la crise fiscale de l'Etat redevenu solvable. Les dépenses militaires liées à la guerre peuvent aujourd'hui être réalisées sans que cela risque de plonger les finances publiques russes dans une nouvelle situation de banqueroute. Grâce surtout aux prix élevés de l'or noir, l'argent des taxes sur les hydrocarbures rentre de nouveau copieusement dans les caisses de l'Etat. En effet 75 % des entrées en devises proviennent de la vente ou du droit de passage des hydrocarbures. Ainsi, l'équipement et la solde des forces spéciales engagées ne font plus défaut comme précédemment. Le blanc-seing tacite des occidentaux, qui s'est traduit entre autres par la suppression de 10 milliards de dollars de dette et des relations renouées avec l'Otan, a pour sa part contribué à rendre possible cette opération de restauration impériale qui mobilise 300 000 soldats russes toutes unités confondues (100 000 sur le terrain et 200 000 répartis entre la base de Mozdok et le cordon sanitaire enfermant la Tchétchénie afin d'éviter la répétition des prises d'otages de Boudenniovsk et Pervomaïskaïa par lesquelles les combattants Tchétchènes tentèrent naguère de porter la guerre en Russie). En bonne logique capitaliste, les prêts vont à la Russie car le pays est à nouveau solvable. Un puissant mobile de la nouvelle guerre de Tchétchénie est aussi représenté par la volonté de l'armée fédérale d'effacer les humiliations récentes (déroutes d'Afghanistan et de la première guerre de Tchétchénie, défaite de son allié serbe). La stratégie de guerre totale employée marque surtout la revanche de l'aviation (écrasement de Grozny - peuplée à 40 % de Russes et à 60 % de tchétchènes - et des zones industrielles préparant l'œuvre de l'infanterie et des troupes spéciales du ministère de l'intérieur) et de la marine, corps auxquels sont rattachés les paras lâchés sur les sommets dominant les gorges d'Argoun et de Vedenov et plus généralement en charge de créer des zones d'appui contre la guérilla tchétchène (8 000 combattants estimés), repliée dans les montagnes au Sud du pays avant son probable anéantissement. Rasée au sol, nettoyée de sa population, déclarée ville fermée après sa prise fin janvier afin de laisser libre cours aux crapuleries de la soldatesque, Grozny est le premier trophée que l'armée russe rapporte à Moscou depuis longtemps. L'objectif des militaires russes est désormais la construction au pied des montagnes d'une ville-forteresse

capable d'abriter 15 000 hommes. C'est tout le pays qui est voué à devenir une immense caserne. Le projet de décréter Goudermes, à l'Est du territoire, nouvelle capitale, confirme cette stratégie de la tabula rasa. Les déclarations de l'ex-premier ministre Stepachine, issu lui-aussi des rangs des services secrets, selon lesquelles le projet d'une expédition en Tchétchénie était conçu par l'état-major russe dès mars 1999 éclairent davantage encore la nature de l'action entreprise par Moscou. Les leçons de la guerre de Serbie ont été retenues. Toutefois, le déclenchement des hostilités au Caucase n'est pas le seul instrument de la refonte de la formation économique et sociale russe. Les premières mesures économiques décidées par Poutine - le retour au monopole du commerce extérieur et au rouble comme monnaie unique des échanges avec l'étranger - participent à part entière du processus de renationalisation. Adoptant la proposition de la banque centrale de convertir obligatoirement en roubles les revenus des exportations et d'imposer par la force de la loi de les financer à 100 % en monnaie nationale, le pouvoir de Moscou ajoute une nouvelle pierre essentielle à la restauration de l'édifice capitaliste russe. Il était en effet nécessaire de couper court aux exportations de capitaux et à la dollarisation de l'économie. Par conséquent, il fallait juguler le commerce extérieur, source primordiale du transfert des capitaux à l'étranger, et ramener de force le rouble dans les échanges. Sur le plan politique, le coup de force de Poutine s'est traduit par la neutralisation de la fourmilière politique à Moscou. S'entourant de conseillers économiques libéraux, il est néanmoins parvenu à verrouiller le nouveau parlement né des ruines de Grozny, en parfaite intelligence avec les nationaux-staliniens de Ziouganov. Mais le prochain chantier décisif de Poutine sera celui du combat contre l'évasion fiscale, largement encouragée et organisée par les différents potentats régionaux. Son programme de gouvernement est centré sur la constitution d'un Etat centralisé fort. La réorganisation de l'Etat enfin restauré sur des bases fédérales lui fournit l'appât pour les seigneurs locaux. Bon nombre de ces derniers se rangent actuellement aux côtés de Poutine en espérant obtenir un arrangement constitutionnel préservant quelques-unes de leurs prérogatives. La maîtrise du Caucase donc comme lieu d'entraînement à taille réelle des forces étatiques de l'Empire convalescent, comme levier

de la reconstitution des termes de la valorisation du capital social russe et comme première étape du recouvrement des marchés extérieurs, y compris, à long terme, des juteux marchés des pays capitalistes occidentaux les plus développés. Dans les pauvres terres tchéchènes, par le sang copieusement répandu de ses habitants et des fantassins russes, le pouvoir moscovite passe son examen d'aptitude à la nouvelle compétition capitaliste planétaire, joue une partie décisive dont l'enjeu est tout bonnement la souveraineté nationale russe, économique, politique et militaire. Comme le souligne le général et ancien ministre de la défense russe Vladimir Semionov, " le Caucase est un cas très particulier. Il apparaît en quelque sorte comme l'épicentre de toutes les frictions politiques actuelles, l'épicentre de tous les conflits d'intérêts entre différentes forces géopolitiques : la Russie et l'Occident, Etats-Unis en tête " et poursuit en constatant que cette région est " l'une des plus explosives du monde " (*Nouveaux Mondes n°8 Dossier Caucase. Nouvelle pensée stratégique et politique*). Plus précisément se joue aujourd'hui en Tchétchénie un mini-Yalta du Caucase. La Russie est légitimée, par une "communauté internationale " à peine larmoyante, à asseoir son autorité sur le Caucase du nord, alors que Transcaucasie - Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan - doit rester ouverte au droit d'intervention que se réservent explicitement les Américains. Cela vaut tout particulièrement pour la Géorgie, dont les autorités de Tbilissi, malgré la permanence de bases militaires russes en Abkhazie, ont pu décider, sans ingérences de Moscou, le renvoi des quelques centaines de réfugiés tchéchènes ayant franchi la frontière avant son bouclage définitif par les unités parachutistes russes.

LA RUSSIE INDIFFÉRENTE AU PÉTROLE TCHÉTCHÈNE, ... MAIS PAS AUX PIPELINES DU CAUCASE

L'" excrément du diable " dicte aujourd'hui encore sa loi dans le Caucase, comme souvent dans le passé. Commencée dans la seconde moitié du XIXème siècle, l'extraction du pétrole russe fournit, en 1902, la moitié de l'approvisionnement mondial. En 1910, suite à la montée en puissance de l'extraction américaine, la Russie ne représente plus que 20 % de la production mondiale et 7 % en 1950. La crise et la fin de l'URSS ont porté un

nouveau coup, la production quotidienne passant de 12,5 millions de barils en 1988 à 7 millions en 1993. En 1999 la production de pétrole a de nouveau reculé de 2 %, avec 134,5 millions de tonnes, elle se situe au troisième rang mondial. La hausse du prix du baril sur le marché mondial a cependant permis à l'industrie pétrolière de réaliser un chiffre de 14,1 milliards de dollars, en hausse de 37,4 % sur l'année précédente. L'extraction du pétrole en Tchétchénie commença en 1833 et fut entreprise commercialement dès 1883. En 1915 il représentait 18 % du total russe avec 33 400 barils par jour. Il atteint 154 000 barils par jour en 1932 avant de connaître un déclin régulier, descendant à 84 000 barils par jour en 1990 et 28 000 en 1994, devenu tout à fait marginal lors de l'éclatement de l'URSS. Entre 1985 et 1991, les réserves recouvrables de pétrole brut tchéchène chutent de 87 millions de tonnes à 58 millions de tonnes. Déjà avant la première guerre de 1994, l'extraction de pétrole brut avait reculé de 2,6 millions de tonnes en 1992 à 1,2 million de tonnes l'année suivante. Début décembre 1994, il n'y avait pas plus de 100 puits en activité, sur un total d'environ 1 500. D'après les experts Emil' Pain et Arkadii Popov, près de 60 % de la baisse de l'extraction de pétrole enregistrée en 1992 est directement imputable à l'exode massif des ouvriers de langue maternelle russe (cette année-là, 60 000 d'entre eux ont quitté la Tchétchénie ¹). Plus généralement, incapable « de générer des revenus issus de sources légales » ², la république caucasienne a cessé de payer tout impôt à la Fédération russe dès le début de 1992. Selon le Goskomstat (l'institut officiel de statistiques de Moscou), la production industrielle du pays a baissé de 30 % en 1992 (contre -18,8 % en Russie) et de 61,4 % en 1993 (contre -16,2 % en Russie). La production agricole par habitant a, pour sa part, décliné de 46 % dans la République caucasienne (contre -16 % en Russie). Résultat : un exode massif des populations urbanisées vers les villages ruraux, auprès de leurs familles et un développement exceptionnel de l'économie criminelle. En 1993, d'après des données collectées par Emil' Pain et Arkadii Popov, sur 9,4 milliards de faux roubles saisis dans la Fédération de Russie, 3,7 milliards avaient été imprimés en Tchétchénie. Le marché noir des armes s'est aussi

¹ Données de l'institut VTsIOM.

² John B. Dunlop dans son ouvrage *Russia Confronts Chechnya, Roots for a Separatist Conflict* (Cambridge University Press, 1998).

grandement étendu. Dans la seule ville de Grozny, selon Stephen Handelman, on comptait en 1993 quelques 150 000 armes à feu sur une population totale de moins de 400 000 habitants. Chaque mois, de l'aéroport de la capitale tchéchène, partaient vers l'étranger cent à cent cinquante vols qui n'étaient soumis à aucun contrôle. Toujours en 1993, plus de 47 000 tonnes de produits pétroliers qui transitaient par le territoire de la république caucasienne étaient 'détournés'. Pour Salambek Khadzhiiev, spécialiste de l'industrie pétrolière tchéchène, entre 1991 et 1994, entre 10 et 15 millions de tonnes de pétrole traversant la République « se sont égarés ». L'ancien porte-parole du gouvernement russe Sergei Shakhrai déplorait que, « dans la période 1992-1994, 1 354 attaques armées contre des camions aient eu lieu sur le territoire tchéchène, et 70 contre des trains de passagers ». Pour la Russie, l'enjeu tchéchène ne réside donc pas tellement dans la détention de la propriété exclusive de réserves hypothétiques (moins de 60 millions de tonnes et la plupart des puis hors activité) et qui, de surcroît, nécessiteraient, pour être exploitées dans des conditions de rentabilité suffisantes, des investissements productifs massifs. Aussi, les Russes ne sont guère pas plus attirés par un appareil industriel ravagé. La destruction presque totale de Grozny, grande ville industrielle de la région, témoigne du manque d'intérêt des maîtres du Kremlin pour les usines tchéchènes. En revanche, les maîtres du Kremlin sont très intéressés au contrôle d'une zone cruciale de passage des oléoducs et de futurs gazoducs évacuant les pétroles et gaz azéris et surtout kazakhs et turkmènes (aux résultats de prospections bien plus avantageux) en terre russe. La manne fiscale des droits de passage et le rapport de force créé avec les clients sont au cœur de toutes les convoitises des Etats capitalistes de la région. Par la mainmise sur les pipelines, la Russie pourrait ainsi régler définitivement son compte à l'Ukraine. Symétriquement l'objectif des Etats-Unis est " d'isoler la Russie en favorisant, sur son flanc méridional, une coalition formée de l'Ukraine, des pays du Caucase et de l'Asie centrale, et liée par le pétrole et ses réseaux d'oléoducs " (Nouveaux Mondes n°8 *Les enjeux pétroliers au Caucase*). Porter le fer et le feu au Caucase, c'est donc également répondre dans l'urgence à l'offensive économique américaine

dans le flanc Sud de la Fédération de Russie. Les prospections pétrolières et gazières, les joutes troubles au sujet du tracé des oléoducs ont vu la prépondérance formelle du projet turc crédité d'un soutien sans faille de l'administration américaine, pourtant le plus long et le plus coûteux - par la Géorgie et le Kurdistan turc désormais pacifié en une diagonale vers le terminal de Ceyhan - sur les projets transcaucasiens - Bakou/Soupsa - et russe - vers Novorossiisk sur la mer Noire par la zone tourmentée du Nord-Caucase et le passage par le Daghestan³ -. En avril 1999, l'oléoduc reliant Bakou au port géorgien de Soupsa a été ouvert, véritable casus belli économique envers la Russie, puisque s'intégrant dans l'aire de sécurité de l'alliance atlantique, ébréchant le monopole russe sur l'évacuation des hydrocarbures en détournant une part du flux destiné à l'oléoduc de Novorossiisk. Pivot géopolitique crucial des intérêts américains dans le monde, le Caucase subit, venues du Nord, les manœuvres russes de déstabilisation. La liste est longue : que ce soit la guerre civile à Tbilissi de 1992-1993 entre les partisans de Ghamsakourdia et de Chevernadze, le soutien aux autonomistes d'Abkhazie, les troubles entretenus en Ossétie du Sud (tandis que Mozdok en Ossétie du Nord abrite l'état-major des forces russes combattant en Tchétchénie), l'émergence d'un candidat Adjar appuyé par Moscou contre Chevardnadze pour les prochaines élections présidentielles, le massacre au parlement d'Erevan d'octobre 1999 consécutif à l'ébauche d'un accord de paix entre arméniens et azéris sur le Karabakh, les tentatives de coups d'Etat à répétition contre Aliev à Bakou depuis que cet ancien homme de Moscou, initialement opposé au pro-turc Elchibey s'est aligné sur les américains, l'activisme lezghien au nord de l'Azerbaïdjan afin de s'unir à leurs compatriotes du Daghestan, la main russe s'est montrée tentaculaire. Les bases militaires russes préservées dans les trois Etats indépendants du Caucase figurent, dans ce tableau de reconquête, comme l'équivalent des avant-postes cosaques au XIXème siècle. Cependant, l'action russe n'a aucune chance de réussir si elle se cantonne à la

³ Kaléidoscope ethnique peuplé à 30 % d'Avares, et qui a subi différents assauts des forces de Bassaïev et Kattab en août 1999 sur la zone frontalière de Khassaviourt, territoire habité par des Tchétchènes akkiniens hostiles au wahabisme. L'extrême fragilité de ce territoire en fait un pion essentiel de Moscou qui verse 95 % du budget aux autorités locales de Makhachkala.

déstabilisation permanente des anciens Etats soviétiques du Caucase ou d'ailleurs. Il lui faut également tenter d'agréger une coalition véritablement internationale contre l'imperium américain. S'il adhérerait à ce projet, l'Iran formerait une pièce maîtresse du dispositif. Cette alliance serait scellée par un oléoduc qui détournerait une partie des pétroles kazakh et turkmène. Le tracé iranien, exclu par l'administration américaine pour les mêmes raisons géostratégiques (les Etats-Unis gardent le régime iranien sous observation étroite), est pourtant avantageux en termes de rentabilité économique. La lutte en cours au sommet de l'Etat iranien, dont les élections législatives de février 2000 ont représenté une étape décisive, esquisse la nouvelle orientation des autorités de Téhéran. Orientation qui, malheureusement pour Moscou, se retrace progressivement dans l'aire occidentale et vise à confisquer à la Turquie une partie de la rente de situation dont elle bénéficie aujourd'hui. La normalisation progressive de la Syrie joue en faveur de cette tendance, en vidant en partie l'alliance stratégique turco-israélienne de son contenu. Seules les factions iraniennes ayant intérêt au maintien d'un relatif isolement (bazar, institutions caritatives, secteurs importants de l'appareil administratif et vieilles couches moyennes non-salariées) militeraient pour un renforcement du très lâche axe Téhéran-Erevan-Moscou, aussi bien en termes d'aire de marché que pour faire contrepoids aux compagnies pétrolières occidentales s'activant dans la région.

PILONNAGES IDÉOLOGIQUES DE TOUS LES CÔTÉS

L'impitoyable offensive russe en Tchétchénie n'a pas manqué de s'habiller de vertus diverses : opération de police destinée à mettre fin à l'industrie des prises d'otage (bien réelle au demeurant et dans laquelle les organes de sécurité russes étaient aussi impliqués), nettoyage d'un foyer de terrorisme dont les attentats de septembre à Moscou et dans le sud de la Russie seraient la preuve, jusqu'à l'inévitable canaille stalinienne et nos bons ténors de la realpolitik d'ici pour qui le retour de la Russie en maître de la région caucasienne, au-delà de quelques excès, profiterait en premier lieu aux nationalités locales, dont la viabilité politique et la coexistence en bonne intelligence dépendraient du knout protecteur du grand frère russe (cf. les positions exprimées par

l'ex-stalinien et l'ex-social-démocrate Alexandre Adler dans *Courrier International*). Plus abject est le silence de ces souverainistes du droit, indignés par la guerre du Kosovo dans laquelle ils ne voyaient qu'une intolérable violation du droit international et soulagés de voir aujourd'hui la Russie recouvrer sa souveraineté en Tchétchénie. Ils ont trouvé en Poutine leur nouvelle idole, lui qui se dit déterminé à exercer " la dictature de la loi ". Il y a enfin la complaisance de nombre parmi ceux qui font de l'indignation leur fonds de commerce, prévenus qu'ils sont contre la mauvaise réputation solidement établie des populations tchétchènes martyrisées par l'armée russe. Rien de nouveau. Ce sont la même " approbation sans vergogne, les singeries de compassion, ou l'indifférence stupide avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont contemplé la conquête de la forteresse montagnarde du Caucase... par les Russes " que stigmatisait l'adresse inaugurale de la première Internationale ouvrière en 1864. C'est jusqu'à la passion de défendre chèrement leur peau qui est présentée comme un trait de la sauvagerie des combattants tchétchènes. Pourtant, la tradition guerrière bien enracinée des populations tchétchènes - dont l'organisation de la société avant la conquête russe est longtemps restée égalitaire⁴, n'ayant pas connu d'aristocratie ni de féodalisme - risquait de provoquer une nouvelle fois l'enlèvement des forces armées russes. La leçon a enfin été retenue : l'éradication du chardon tchétchène se fera par l'extermination des populations⁵. La victoire russe par les

⁴ La dissolution de l'égalitarisme clanique s'est fait par le muridisme, variante combattante du soufisme, et l'instauration d'une hiérarchie religieuse dont le plus illustre dignitaire fut le cheikh Chamyl, partisan de la charia, ayant résisté un quart de siècle aux conquérants tsaristes avant sa capitulation en 1859 et " grand démocrate " selon la définition ironique de Karl Marx.

⁵ " Pour preuve cet épisode resté le plus célèbre de la guerre du Caucase : pour venir à bout du village de Dadi-Iourt, le commandement envoie un détachement de trois mille soldats. Mais pour enlever la place, le détachement dut raser le village. Le général Syssoiev, qui dirigeait les opérations, fut sidéré par le spectacle. Pour aider moralement les hommes, les femmes tchétchènes dansaient sur la place du village. Et plus l'artillerie russe tonnait, plus les jeunes filles frappaient sur leurs tambours. Lorsque le dernier homme eut péri, les femmes prirent les armes. A l'approche du soir, les Russes entrèrent dans le village et, pour n'avoir pas à se rendre, les femmes s'égorgeaient sous leurs yeux. Seules quelques jeunes mères furent capturées. Mais alors que

bombardements ininterrompus des villes et villages est le degré zéro de l'intelligence militaire. " Un projectile lancé de loin par un lâche peut anéantir la fine fleur des chevaliers " (Don Quichotte). Le bombardement idéologique anti-prolétarien n'est cependant pas le fait exclusif des grandes puissances directement ou indirectement engagées sur le terrain. Du côté tchétchène, les mythes fondateurs surannés d'une improbable patrie indépendante fondée sur la base clanique traditionnelle ont été revitalisés. Les quelques milliers de combattants mal organisés de l'ancienne république caucasienne sont nourris aux pires idéologies nationalistes et religieuses qui voudraient que cette guerre ne soit rien d'autre qu'un épisode de la lutte séculaire des peuples caucasiens contre les oppresseurs russes. Il n'en est rien. La communauté clanique, vivant d'élevage et de trafics plus ou moins importants en lisière des échanges marchands, n'est plus. La carapace sociétale résiste ici ou là dans les nombreux villages de montagne, mais l'économie marchande, fût-ce celle du crime (enlèvements, trafic de drogue, dîme prélevée sur le passage du pétrole, etc.) est désormais merveilleusement installée en rapport social dominant⁶. Les potentats locaux étaient ainsi au carrefour des pillages, enrichis durant la première guerre de Tchétchénie en trafiquant du matériel militaire avec des secteurs de l'armée russe déployée sur place. La guerre est leur élément (cf le récit d'Isabelle Astigarraga : *Tchétchénie : un peuple sacrifié*, Ed. L'Harmattan). De plus, les quelques véritables villes du pays (Grozny en tête) ont connu, avant d'être rasées par l'armée russe, un certain développement capitaliste conforme en tout et pour tout à celui de l'ex-Urss et, par conséquent,

les Russes leur faisaient traverser la rivière Terek sur un radeau, chacune se cramponna à un soldat et au cri de 'à mort l'ennemi' se jeta dans les eaux tumultueuses. Ne survécut finalement qu'un garçonnet de quatre ans qui fut envoyé à Saint-Petersbourg ". (Hérodote n°81, Géopolitique du Caucase, avril-juin 1996).

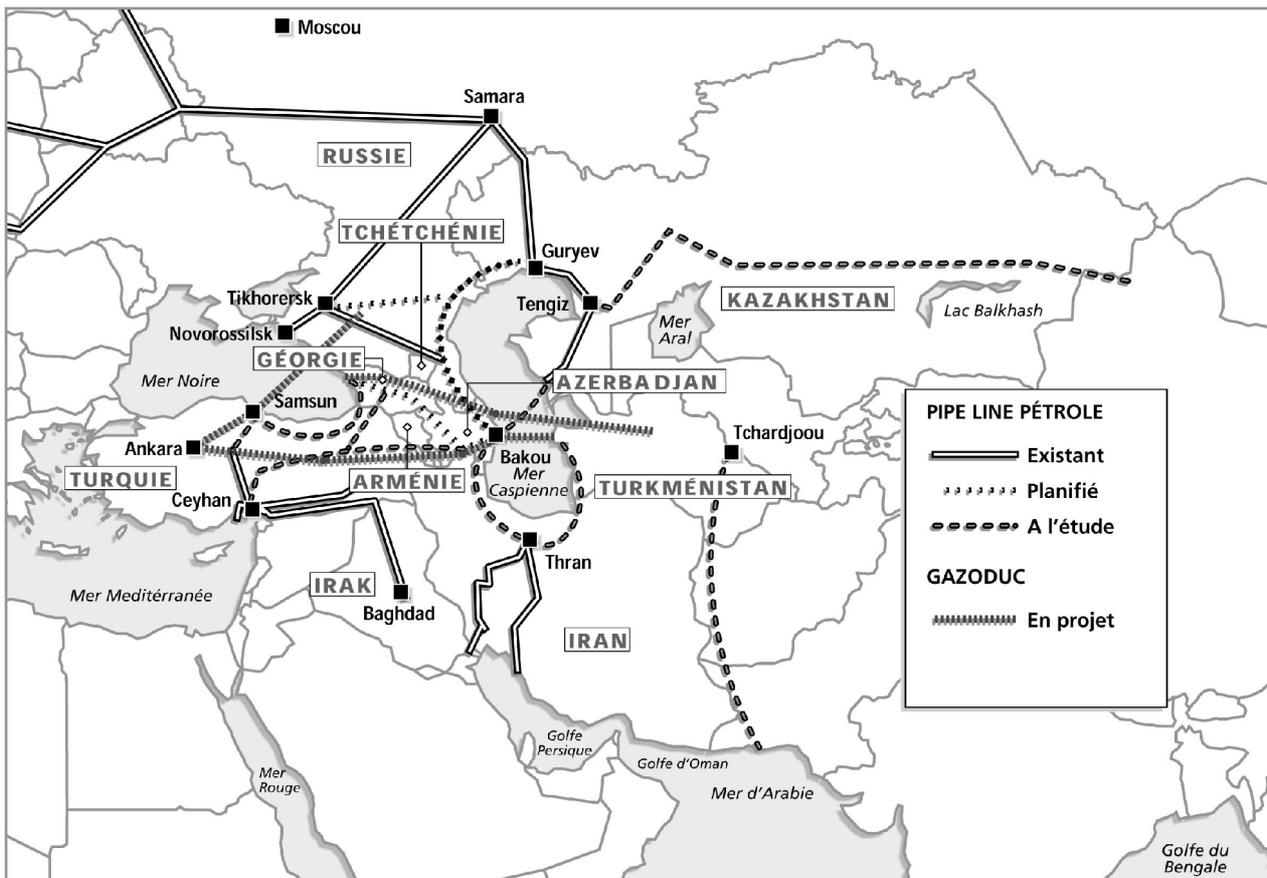
⁶ Le soufisme était l'enveloppe religieuse la mieux adaptée à cette organisation communautaire clanique (les teïps), garantissant droit coutumier et respect des anciens. La pratique du zikr (invocation de dieu chantée collectivement) soudait également ces communautés dispersées. La facilité avec laquelle le wahabisme saoudien éminemment réactionnaire s'est imposé en Tchétchénie (remettant par exemple violemment en cause le pouvoir des anciens) traduit cette dissolution des anciens rapports sociaux et le règne sans partage du capital.

du prolétariat urbain. Selon V. A. Tishkov cité par John B. Dunlop dans son ouvrage *Russia Confronts Chechnya, Roots for a Separatist Conflict* (Cambridge University Press, 1998), dans la République de Tchétchéno-Ingouchie, « il y avait une sorte de division de l'économie en deux secteurs : un secteur 'Russe' (l'industrie pétrolière, l'industrie des biens d'équipement, le système de protection sociale et les infrastructures) et un secteur 'national' (petite production villageoise, travail agricole saisonnier et la sphère de l'économie criminelle – et les rangs de ce second secteur 'national' se sont continuellement accrus à mesure de l'arrivée des jeunes en âge de travailler) ». Lors du dernier recensement russe de 1989, 73,13 % de la population vivait dans des villages à la campagne. Début 1991, 20 % à 30 % de la population active tchétchène (soit environ 200 000 personnes) était au chômage. La quasi-totalité des sans-travail étaient d'origine rurale. En 1985, le salaire moyen des travailleurs agricoles des fermes 'collectives' ou d'Etat de la République de Tchétchéno-Ingouchie était inférieur de 17,5 % à celui de leurs homologues de la Fédération de Russie ; ce pourcentage était descendu à 25,2 % dès 1991. Peuplée de 450 000 habitants en 1991 alors qu'elle est encore la capitale de la république autonome de Tchétchéno-Ingouchie, Grozny est surnommée La Ville. Seule à abriter une population mixte russe (essentiellement des retraités de l'administration et de l'industrie, colons arrivés dans les années 40 et 50 et surnommés les pieds rouges dans les anciennes républiques soviétiques) et tchétchène (ouvriers des raffineries et de la construction), Grozny fait la jonction entre la plaine au nord de la rivière Terek, adjointe au territoire tchétchène en 1957, majoritairement peuplée de petits paysans russes descendants des cosaques et les montagnes du sud, abri naturels des innombrables bandits (abrek) réfractaires à l'ordre stalinien. Moscou est souvent qualifiée de deuxième ville Tchétchène ; ils y sont 50 000, ouvriers du bâtiment, commerçants, insérés dans l'économie grise ou criminelle. De ces faits, en dépit d'analogies spectaculaires, les guerres actuelles de Tchétchénie ne sont certainement pas le prolongement des guerres libératrices du passé, mais des pures expressions de la domination du capital. Capital dont les exigences de son mouvement de valorisation provoquent régulièrement des cataclysmes humains de cette

envergure. Ces conflits armés sont tristement modernes et les mythes essentialistes puisés dans les temps lointains, censés les expliquer, contribuent en revanche à obscurcir un peu plus les vrais enjeux

de cette guerre et entériner la tragique absence d'une quelconque manifestation prolétarienne d'importance, en Russie d'abord et à l'échelle mondiale plus généralement, contre la déportation massive et l'extermination en cours de la population tchétchène. Tel est bien le vrai et unique fait permanent : Poutine prolonge l'oeuvre contre-révolutionnaire de Staline et des tsars⁷.

21 février 2000



⁷ Le 23 février 1944, sur ordre de Staline, Béria entreprend la déportation vers les plaines du Kazakstan et la Sibérie de toute la population Tchéchène. Les statistiques officielles du ministère de l'intérieur indiquent en 1949 qu'un quart des populations caucasiennes déportées est mort. "Pour saluer l'extinction des Tchéchènes une statue du général Ermolov (figure tsariste de la conquête du Caucase-ndlr) fut érigée à Grozny en 1949 et une citation d'Ermolov gravée sur son socle : " il n' y a pas sous le soleil de peuple plus vil et plus fourbe que celui-là " " (C.Gall & Th. De Waal, *Chechnya : a small victorious war*, Pan Original Ed.).

La fraternité des peuples clamée par l'engeance stalinienne pue le racisme.